

RAPPORT

L'Action humaine de Ludwig von Mises : 70 ans de pertinence



RICHARD EBELING * • Septembre 2019

Cet automne marque le 70^e anniversaire de la publication de l'un des « grands classiques » de l'économie moderne, *L'Action humaine*, de Ludwig von Mises. Trop souvent, un classique est un livre célèbre dont la contribution est jugée majeure au sein d'une discipline. On lui fait référence avec respect, mais rares sont malheureusement ceux qui l'ont lu.

En économie, *La Richesse des nations* d'Adam Smith est un exemple emblématique d'une telle œuvre. Tous les économistes et bon nombre de citoyens ont entendu parler de la « main invisible » et de l'idée selon laquelle l'intérêt personnel sert l'intérêt général grâce au mécanisme d'incitation qu'engendre la concurrence sur le marché libre ; mais, en réalité, peu d'économistes en ont lu davantage qu'une poignée d'extraits. Dans le grand public, le nombre de personnes qui ont pris connaissance ne serait-ce que d'un abrégé est presque nul.

Un classique toujours lu et toujours pertinent

L'Action humaine de Ludwig von Mises, publiée sous le titre de *Human Action* aux États-Unis en 1949, mais dont l'édition originale en langue allemande avait été rédigée et éditée à Genève, occupe toutefois une place privilégiée parmi les classiques de la littérature économique. Le traité de Mises est brillant et continue d'être lu et pris au sérieux par les économistes de la tradition autrichienne ainsi que par un nombre croissant de personnes qui le considèrent comme le fondement nécessaire à la compréhension tant de la nature d'une société libre que du fonctionnement de l'économie de marché.

La pertinence et la signification de l'ouvrage se sont encore accrues au cours des premières décennies du XXI^e siècle en raison de la crise économique de 2008-2009, dont l'économie mondiale ne s'est pas encore pleinement remise des effets. La valeur du traité a également gagné en importance en réponse aux

* L'auteur, ancien président de la Foundation for Economic Education, est professeur d'éthique et de libre entreprise à l'université militaire The Citadel et membre du conseil académique de l'Institut Libéral.

multiples appels à un « socialisme démocratique » qui propose différentes formes de planification centrale de l'État. Ces revendications ont rendu aussi opportune aujourd'hui qu'à la parution de la première édition l'argumentation économique et l'analyse des politiques publiques qui caractérisent la plus grande partie de *L'Action humaine*.

Quelques jours après sa publication, le célèbre journaliste libéral Henry Hazlitt écrivit une recension de *L'Action humaine* dans sa chronique pour le magazine Newsweek. Il mit en évidence pour ses lecteurs l'envergure de l'ouvrage :

[Le] livre est destiné à devenir un jalon dans les progrès de la science économique. [...] *L'Action humaine* est, en résumé, l'affirmation la plus intransigeante et l'argumentation la plus rigoureuse en faveur du capitalisme qui soit jamais parue. [...] Il devrait s'imposer comme le texte de référence auprès de tous ceux qui croient en la liberté, en l'individualisme et en la capacité d'une économie de marché, non seulement de surpasser tout système conçu par l'État pour la production de biens et de services destinés aux masses, mais également de promouvoir et de protéger, comme aucune tyrannie collectiviste ne peut jamais le faire, les valeurs intellectuelles, culturelles et morales sur lesquelles toute civilisation repose en dernier ressort.

Les clés du progrès humain

Si l'histoire de la sociologie n'avait pas été aussi controversée et s'il n'existait pas tant de notions contradictoires sur son contenu et son approche, il ne serait pas faux de dire qu'avec *L'Action humaine*, Mises s'est révélé non seulement l'un des plus grands économistes du siècle dernier, mais aussi l'un des sociologues les plus influents.

Dans le sens le plus approprié du terme, Mises a formulé une « science de la société » dans la tradition de philosophes écossais comme Adam Smith ou David Hume. Tout ce qui se produit dans le monde social commence par la pensée et les actions d'êtres humains individuels. Celles-ci forment le point de départ de la compréhension de la société : l'individu, orienté vers un but, donne son sens au monde qui l'entoure, choisit les fins qu'il souhaite se donner, détermine les moyens potentiellement utiles pour les atteindre et élabore des plans d'action en fonction de son horizon temporel afin de réaliser les objectifs qu'il s'est fixé.

Les êtres humains se sont élevés au-dessus de l'existence animale en usant de leur capacité à raisonner, à conceptualiser, à imaginer des futurs

possibles et à concevoir les moyens pour les concrétiser. Mais les capacités mentales et physiques d'un seul individu sont trop limitées pour lui permettre d'atteindre davantage que sa simple subsistance. Mises insiste sur le fait que la découverte par l'humanité des avantages qui découlent de la division du travail, grâce à laquelle chacun peut se spécialiser et obtenir un gain mutuel en s'associant et en coopérant avec les autres, améliore lentement mais sûrement les niveaux et la qualité de vie, ainsi que les éléments culturels qui constituent la civilisation.

Il a fallu des milliers d'années à l'humanité pour comprendre la supériorité de la coopération basée sur le marché plutôt que sur le pillage obtenu des conquêtes ou le pouvoir et les privilèges dérivés de la politique. La complexité croissante de la production et du commerce résultant de l'extension du système de division du travail ont conduit à développer une méthode permettant aux acteurs de l'économie de marché, grâce à l'offre et à la demande, de savoir que faire et comment.

Les bases du calcul économique

Ludwig von Mises insiste sur un thème central, rencontré tout au long de *L'Action humaine*, le calcul économique. Au cours des premières décennies du XX^e siècle, les socialistes de presque tous les partis étaient convaincus que les institutions de l'économie de marché pourraient être supprimées – par des moyens pacifiques ou par une révolution violente – et remplacées par la propriété directe par l'État ou par son contrôle des moyens de production, sans subir de perte de productivité économique ni d'efficacité.

La contribution historique de Mises, il y aura 100 ans en 2020, visait à démontrer que seuls des prix de marché, exprimés par les termes d'un échange, permettaient de prendre des décisions rationnelles, dans l'utilisation des nombreux moyens de production garantissant la satisfaction effective des multitudes de demandes des consommateurs en situation de concurrence.

« Le calcul monétaire est l'étoile qui dirige l'action dans un système de division du travail », écrit Mises. « C'est la boussole de l'être humain qui s'engage dans la production. » La signification du mécanisme de concurrence, comme Mises l'écrit dans son précédent volume *Libéralisme* (1927), tient au fait qu'il facilite « la division intellectuelle du travail engendrée par la coopération de tous les entrepreneurs, propriétaires et travailleurs en tant que producteurs et consommateurs dans le processus de formation des prix du marché. Sans cela, la rationalité, c'est-à-dire la possibilité d'un calcul économique, est impensable ».

Une telle rationalité dans l'utilisation des moyens destinés à atteindre des objectifs est impossible dans un système de planification centralisée socialiste. Comment, demande Mises, les planificateurs socialistes connaîtront-ils les emplois optimaux des facteurs de production sous leur contrôle central sans disposer d'un prix généré par le marché ? Sans propriété privée des moyens de production, rien ne pourrait être (légalement) acheté ni vendu. Sans possibilité d'achat et de vente, il n'y aurait ni offre ni demande, donc aucun marchandage des termes de l'échange entre acheteurs et vendeurs placés en situation de concurrence. Sans marchandage en situation de concurrence sur le marché, il n'y aurait naturellement pas d'accord sur les termes de l'échange. Sans accord sur les termes de l'échange, il n'y a pas de réel prix du marché. Et sans prix du marché, comment les planificateurs centraux connaîtraient-ils les coûts d'opportunité et donc les emplois les plus adéquats pour lesquelles ces ressources pourraient ou devraient être utilisées pour satisfaire les demandes de consommation du « peuple » ?

En cas d'abolition de la propriété privée, et donc des échanges et des prix du marché, les planificateurs centraux n'auraient plus les outils institutionnels ni les informations nécessaires pour déterminer que produire et comment, tout en minimisant le gaspillage et l'inefficacité. C'est pourquoi :

Du point de vue politique et historique, cette preuve [de l'impossibilité de la planification socialiste] est certainement la découverte la plus importante de la théorie économique. [...] Elle permettra aux futurs historiens de comprendre comment la victoire du mouvement socialiste ne conduit pas à la création de la société socialiste.

Intervention de l'État et manipulation monétaire

Mises démontre par la même occasion les incohérences inhérentes à tout système d'interventions politiques additionnelles dans l'économie de marché. Les contrôles de prix et les restrictions à la production qui interviennent dans les prises de décisions des entrepreneurs entraînent des distorsions et des déséquilibres dans les relations entre l'offre et la demande, ainsi que des contraintes qui limitent l'utilisation efficace des ressources afin de mieux servir les consommateurs. L'intervenant politique est forcé d'introduire de nouveaux contrôles et de nouvelles réglementations s'il veut essayer de compenser les distorsions et les déséquilibres causés par les interventions précédentes. Ou il peut abroger les contrôles et les réglementations déjà en place et ainsi permettre au marché de redevenir libre et compétitif. Le mécanisme selon lequel une série d'interventions est suivie d'une autre entraîne une croissance de l'État qui aboutit

faute de véritable économie de marché

a

conséquent, l'emploi constant de l'interventionnisme pourrait progressivement, insidieusement et involontairement conduire au socialisme.

Selon Mises, la forme d'intervention étatique la plus néfaste est le contrôle politique et la manipulation du système monétaire. Contrairement aux marxistes et aux keynésiens, Mises ne considère pas les fluctuations du cycle économique comme une partie intégrante et incontournable de l'économie de marché. Les phases d'inflation et de récession sont le produit d'interventions politiques dans le système monétaire et bancaire. Et, selon Mises, cette observation vaut aussi pour la Grande Dépression des années 1930.

En réponse à diverses pressions politiques et idéologiques, les gouvernements monopolisèrent le contrôle du système monétaire. Ils utilisèrent leur capacité à créer de la monnaie ex nihilo, en imprimant de la monnaie ou par l'intermédiaire du système bancaire, afin de financer les déficits publics et abaisser artificiellement les taux d'intérêt dans le but de créer artificiellement un boom des investissements. Les phases d'expansion monétaire ont toujours eu tendance à fausser les prix du marché, ce qui a entraîné des erreurs dans l'allocation des ressources, y compris du travail, et des investissements en capital. La croissance inflationniste provoquée par une expansion artificielle de la monnaie et du crédit bancaire ouvre la voie à un possible ralentissement économique. En faussant les taux d'intérêt, à savoir le prix du marché pour les emprunts et les crédits, l'autorité monétaire introduit un déséquilibre entre l'épargne et l'investissement qui conduira à d'inévitables corrections.

La phase de « dépression » ou de « récession » du cycle économique survient lorsque la banque centrale freine ou arrête toute nouvelle augmentation de la masse monétaire. Les déséquilibres et les distorsions deviennent apparents. Certains projets d'investissement doivent être amortis ou passés par pertes et profits. La main-d'œuvre et d'autres ressources doivent être réaffectées à des emplois alternatifs plus rentables. Des ajustements et des baisses parfois importantes des salaires et des prix doivent être réalisés pour retrouver l'équilibre entre l'offre et la demande.

Les erreurs du keynésianisme

La révolution keynésienne des années 1930, qui a ensuite dominé les débats de politique économique pendant des décennies après la Seconde Guerre mondiale, repose sur une incompréhension du fonctionnement de l'économie de marché. Ce que Keynes qualifie de « défaillances de la demande globale » (pour expliquer le chômage élevé et prolongé) détourne l'attention de la cause réelle du

sous-emploi : l'incapacité des producteurs et des salariés, du côté de l'offre, à déterminer le prix de leurs produits et services à des niveaux que les demandeurs potentiels seraient prêts à payer. Le chômage et les ressources inemployées ~~est un problème capitaliste~~ Mises
l'économie keynésienne n'est fondamentalement qu'une excuse avancée par des groupes d'intérêts, tels que les syndicats, pour ne pas s'adapter à la réalité de l'offre et de la demande et à ce que le marché considère comme la vraie valeur.

Ainsi, dans son analyse du socialisme et de l'interventionnisme, y compris de la manipulation monétaire, Mises conclut qu'il n'existe aucune alternative à une économie de marché libre dénuée de toute entrave, ni à un système monétaire fondé sur le marché tel que l'étalon-or. Le socialisme et l'interventionnisme sont des substituts impraticables ou instables du capitalisme ouvert et concurrentiel.

Le libéral défend la propriété privée et l'économie de marché, insiste Mises, justement parce que c'est le seul système de coopération sociale qui offre une grande latitude à la liberté et au choix personnel de tous les membres de la société, et qui génère les moyens institutionnels permettant de coordonner les actions de milliards d'individus de la manière économiquement la plus rationnelle.

Le triomphe apparent du capitalisme sur le collectivisme, consécutif à l'effondrement du bloc socialiste dans les années 1990, s'est malheureusement révélé dans une certaine mesure une illusion. Les États occidentaux n'ont pas réduit leur taille ni leur ingérence dans les affaires économiques des citoyens. L'interventionnisme de l'État-providence est bel et bien vivant et il continue de croître dans le sillage des dettes publiques destinées à financer l'intégralité des largesses redistributives.

Banque centrale et banque libre

Le cœur du système interventionniste réside toutefois dans le contrôle exercé par l'État sur le système monétaire. Il n'a pas été touché par la planification monétaire centrale à travers l'institution de la banque centrale.

Heureusement, au cours des quarante dernières années, l'analyse et la défense d'un système bancaire privé concurrentiel basé sur l'or afin de remplacer le monopole étatique des banques centrales ont finalement convaincu un nombre croissant d'économistes et d'autres observateurs.

La manipulation monétaire des banques centrales introduit l'une des plus graves distorsions dans le calcul économique. Les taux d'intérêt - destinés à informer les acteurs du marché de la disponibilité de l'épargne par rapport aux demandes d'investissement et à coordonner l'utilisation des ressources au fil du

temps par rapport aux demandes des salariés dans leur choix de consommation immédiate ou future – envoient de fausses informations aux producteurs et aux consommateurs sous la pression de l'expansion monétaire.

La crise financière et ses conséquences interventionnistes

À la suite des erreurs de la Réserve fédérale américaine au tout début du XXI^e siècle, les déséquilibres et les distorsions induits par la politique monétaire ont conduit à la crise financière et économique de 2008-2009.

Le « fantôme de Keynes » est revenu. Face à l'absolue nécessité de rééquilibrer et de coordonner les ressources mal utilisées et le capital mal alloué pour permettre un retour complet à une croissance normale et durable, fondée sur le marché, les dépenses publiques et les déficits budgétaires ont une nouvelle fois été employés pour sortir l'économie de la récession.

L'accent a été mis sur les « agrégats » de la production et de l'emploi, bien qu'ils cachent les relations microéconomiques sous-jacentes qui sont au cœur du processus de marché. Comment en effet les acteurs du marché pourraient-ils distinguer où et dans quelle mesure des erreurs ont été commises sous la pression d'anciennes manipulations monétaires et des taux d'intérêt passés si le système de prix n'est pas autorisé à faire son travail de recherche de la vérité sur l'état de l'offre et de la demande ? C'est-à-dire sur le degré auquel les ressources ont été faussement réparties et mal évaluées lors du boom précédent. Ou le degré auquel la main-d'œuvre, les matières premières, les capitaux financiers adossés à l'épargne doivent se réaligner pour restaurer une économie de plein emploi assainie et basée sur le marché.

La reprise a duré près de dix ans, soit plus longtemps que les autres périodes de correction qui ont succédé aux phases de surchauffe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Comment les individus pouvaient-ils savoir que faire et où le faire dans le système de division du travail, lorsque l'outil crucial du calcul économique était affaibli par les plans de sauvetage étatiques, les subventions, les prix plancher, les interventions sur les marchés des capitaux et les manipulations monétaires, les politiques de taux zéro qui menaçaient de créer de fausses allocations du capital et du travail, avec le risque d'un nouveau cycle d'expansion et de récession à venir ?

Immédiatement après la contraction économique de 2008-2009, on a répété que de nombreuses banques étaient trop grandes pour faire faillite, que l'on devait protéger les déposants et garantir leurs comptes bancaires et qu'il aurait été cruel de laisser les marchés financiers s'ajuster à la réalité de l'après-

boom. En fait, Mises a déjà répondu à ces arguments dans sa monographie de 1928 intitulée « Stabilisation monétaire et politique cyclique », avant même que ne commence la Grande Dépression. Il a mis en garde contre ce que l'on définit aujourd'hui comme l'« aléa moral », c'est-à-dire le risque de renforcer la répétition de mauvaises décisions étatiques pour corriger les erreurs du marché :

En tout état de cause, la pratique consistant à intervenir au profit des banques rendues insolubles en raison de la crise et des clients bancaires a eu pour effet de suspendre les forces du marché qui, autrement, auraient servi à empêcher un retour de l'expansion, c'est-à-dire d'un boom et de la crise qui aurait inévitablement suivi. Si les banques sortent indemnes de la crise ou ne sont que légèrement affaiblies, que reste-t-il pour les empêcher de se lancer à nouveau dans une tentative de réduction artificielle du taux d'intérêt de leurs prêts et d'augmenter le volume de crédits ? Si la crise suivait impitoyablement son cours et provoquait la faillite d'entreprises incapables de respecter leurs obligations, tous les entrepreneurs ou dirigeants d'entreprises – pas seulement les banques – seraient plus prudents dans l'octroi et l'emploi de futurs crédits. Au lieu de cela, l'opinion publique approuve les aides publiques fournies durant une crise. Dès lors, le pire à peine passé, les banques sont incitées à procéder à une nouvelle expansion artificielle.

L'avertissement de Mises

Miroir du basculement vers un accroissement du rôle de l'État au cours des années qui ont précédé la publication *L'Action humaine*, nous assistons aujourd'hui à une expansion de la présence de l'État et de sa domination dans la vie sociale, en particulier dans la santé, la formation, l'énergie et la finance.

Mais d'où viendra l'argent nécessaire au financement de cette générosité sans limite en faveur d'un paternalisme politique croissant ? Dans l'Autriche de l'entre-deux-guerres des années 1920 et 1930, Mises fut témoin et critiqua les conséquences de dépenses publiques incontrôlées qui aboutissent finalement à « manger le maïs semé », c'est-à-dire à consommer le capital. Mises avertit également de ce danger au long des pages de *L'Action humaine* et il prévint qu'il y aurait un moment à partir duquel l'État providence interventionniste aurait épuisé « le fonds de réserve » de la richesse accumulée, après quoi la consommation du capital deviendrait la seule base encore disponible pour continuer de nourrir les demandes fiscales de l'État redistributif. Ceux qui détiennent actuellement le pouvoir politique semblent déterminés à en faire autant dans les décennies à venir.

La valeur et l'importance durables de *L'Action humaine*

Friedrich Hayek, qui fut l'élève de Mises, passa en revue *L'Action humaine* pour en souligner ses mérites exceptionnels :

Il semble y avoir une largeur de vue et une étendue intellectuelle dans tout le livre qui ressemblent beaucoup plus à celle d'un philosophe du XVIII^e siècle qu'à celle d'un spécialiste contemporain. Et pourtant, ou peut-être à cause de cela, on se sent toujours plus proche de la réalité et on est incité à quitter les aspects techniques pour considérer les grands problèmes de notre temps. [...] Cela va des problèmes philosophiques les plus généraux soulevés par l'étude scientifique de l'action humaine aux grands problèmes de politique économique. [...] Le résultat est un système unifié de philosophie sociale libérale vraiment impressionnant. C'est aussi ici, plus que partout ailleurs, que l'étonnante étendue des connaissances de l'auteur, tant de l'histoire que du monde d'aujourd'hui, aide le plus à illustrer son propos.

Les années qui se sont écoulées depuis la publication de *L'Action humaine* en 1949 n'ont pas diminué la qualité de l'interprétation de Hayek. En effet, les conditions sociales, politiques et économiques de notre monde confèrent au traité de Ludwig von Mises une pertinence rafraîchissante que l'on rencontre dans très peu d'œuvres du siècle dernier.

On comprend mieux pourquoi il est lu par de plus en plus de gens au lieu d'être simplement l'un des nombreux « classiques » qui servent de ramasse-poussière sur une étagère. Si suffisamment de personnes découvrent et redécouvrent les vérités intemporelles contenues dans les pages de *L'Action humaine*, les idées de Ludwig von Mises pourraient nous aider à endiguer la marée croissante d'un État léviathan toujours plus vaste qui se profile sous nos yeux.



INSTITUT LIBÉRAL

Impressum

Institut Libéral
Place de la Fusterie 7
1204 Genève, Suisse
Tél.: +41 (0)22 510 27 90
Fax: +41 (0)22 510 27 91
liberal@libinst.ch

Les publications de l'Institut Libéral se trouvent sur
www.institutliberal.ch.

Disclaimer

L'Institut Libéral ne prend aucune position institutionnelle. Toutes les publications et communications de l'Institut contribuent à l'information et au débat. Elles reflètent les opinions de leurs auteurs et ne correspondent pas nécessairement à l'avis du Comité, du Conseil de fondation ou du Conseil académique de l'Institut.

Cette publication peut être citée avec indication de la source.
Copyright 2019, Institut Libéral.